Hommes & migrations
Revue française de référence sur les dynamiques migratoires

1317-1318 | 2017
L'Europe en mouvement

« L'Europe des valeurs est quasi absente »

Entretien avec Catherine Lalumière, présidente de la Maison de l'Europe de Paris

Marie Poinsot

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3864
DOI : 10.4000/hommesmigrations.3864
ISSN : 2262-3353

Éditeur
Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée
Date de publication : 1 avril 2017
Pagination : 17-23
ISBN : 978-2-919040-38-4
ISSN : 1142-852X

Référence électronique
Marie Poinsot, « « L'Europe des valeurs est quasi absente » », *Hommes & migrations* [En ligne], 1317-1318 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2020, consulté le 04 janvier 2020. URL : http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3864 ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.3864

Tous droits réservés

« L'EUROPE DES VALEURS EST QUASI ABSENTE »

Entretien avec CATHERINE LALUMIÈRE, présidente de la Maison de l'Europe de Paris, réalisé par MARIE POINSOT.

Hommes & Migrations :
Alors que vous étiez ministre des Affaires européennes et avez participé aux négociations des accords de Schengen, quels étaient les enjeux en termes de migrations intra-européennes ? Est-ce que le débat était davantage axé sur la liberté de circulation interne ou sur la sécurité et le contrôle des frontières externes ?

Catherine Lalumière :
Au moment où nous avons préparé et négocié ce qui deviendra l'accord de Schengen en 1985, le souci des chefs d'États et de gouvernements, et en l'occurrence les préoccupations de François Mitterrand en France, était de faciliter la mobilité à l'intérieur de ce qui était à l'époque la Communauté européenne. Nous n'étions d'ailleurs pas très nombreux. Le prolongement du marché commun était en construction mais on ne parlait pas encore de marché unique. Le traité de Rome, à la base de tout ce processus, prévoyait la liberté de circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes. Le souci de François Mitterrand était de faire vivre cette liberté de circulation des personnes. Il y avait un besoin incontestable. À l'époque, le fait de devoir présenter des pièces d'identité à chaque franchissement de frontière constituait une perte de temps, une lourdeur en contradiction avec la logique du marché commun. Tous ces éléments incitaient à faciliter la mobilité.
À ce propos, je veux préciser que les accords de Schengen ne créent aucun principe. Le principe de la liberté de circulation des personnes est déjà dans le traité de Rome. L'objet de Schengen est de faciliter la mise en œuvre de ce principe. C'est-à-dire la suppression des contrôles systématiques qui étaient précédemment effectués et qui mobilisaient des policiers mais aussi des douaniers, obligés d'intervenir en dépit du principe de libre circulation. En tant que secrétaire d'État, les instructions que j'avais reçues du président et du gouvernement français étaient d'introduire de la fluidité, de rendre plus facile la circulation des personnes à l'intérieur du marché commun.
Schengen n'a pas réuni tout le monde. Dès le départ, le Royaume Uni s'est mis en dehors. Cela n'a donc jamais coïncidé avec la Communauté, et plus tard avec l'Union européenne. Mais la majorité des États membres l'ont choisi pour des raisons pratiques, pour faciliter les mobilités à l'intérieur de la Communauté. Ce point sera détaillé et complété par la convention adoptée en 1990. Quelques articles prévoyaient aussi le renforcement des contrôles aux frontières extérieures de ce qui deviendra l'espace Schengen. Nous avions parfaitement vu que la fluidité à l'intérieur de l'espace Schengen devait s'accompagner d'un renforcement des contrôles des frontières extérieures. Et l'un de mes grands regrets, c'est l'insuffisance d'un tel renforcement. La logique de la fluidité et de la mobilité à l'intérieur de l'espace Schengen entraînait la nécessité d'être très vigilant aux frontières extérieures. Les États, soucieux de leurs finances, ont refusé de donner à la Communauté et aux services responsables de la gestion de Schengen les moyens financiers pour renforcer ces moyens de contrôle. J'insiste beaucoup là-dessus. On avait prévu ce renforcement. Les États membres n'y ont pas contribué par souci d'économie mais aussi par manque de vision.

H&M : Peut-être parce qu'il n'y avait pas de pression migratoire ou l'idée d'une menace…

C. L. : Bien sûr, la pression migratoire n'était pas celle que nous connaissons actuellement, à la suite des conflits graves qui se déroulent autour de la Méditerranée notamment. Elle était moins importante à l'époque. Cependant, dans l'élaboration du texte d'origine, nous avions prévu la nécessité de renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'Europe. Les régimes politiques dans les États doivent aussi avoir une vision. Nous partagions ce souci de prévoyance et de cohérence. Le frein n'est pas venu de Bruxelles, en d'autres termes de la part des instances communautaires et de ceux qui géraient les affaires Schengen. Il est venu des États membres.

H&M : Ce système de contrôle aux frontières extérieures s'est mis en place trop tardivement ?

C. L. : Et surtout avec des moyens trop faibles. Par exemple, Frontex, dont on parle beaucoup, impliquait le recrutement d'inspecteurs en nombre suffisant. Ce qui n'a pas été fait. Matériellement, il n'y avait pas assez d'agents pour faire ce travail. On est resté dans une espèce d'euphorie excessive sans rentrer dans les détails concrets des organisations qu'il aurait fallu mettre en place.

H&M : Du point de vue des migrations économiques, l'idée d'organiser la circulation des compétences et des talents pour le développement des sociétés était-elle déjà inscrite dans l'esprit de ces accords ?

C. L. : Dans les négociations qui ont abouti à Schengen, je n'ai pas le souvenir que nous ayons vraiment travaillé sur le problème des migrants économiques venant de beaucoup plus loin que des frontières de Schengen, même si cela faisait partie des questions internationales évoquées. Au moment de l'élaboration de Schengen, c'était la mobilité à l'intérieur de la Communauté qui primait, dans la logique de la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux.

H&M : L'élargissement vers l'Est, avec la chute du mur de Berlin, a-t-il eu des effets sur la mise en œuvre, le déploiement de cet espace Schengen ?

C. L. : Après la chute du mur de Berlin, la question des migrations entre l'Est et l'Ouest s'est en effet posée. J'ai assisté à des réunions ministérielles en tant que secrétaire générale du Conseil de l'Europe. Je ne participais pas à la décision mais j'étais présente. J'avais mon mot à dire et, surtout, j'observais. Les réactions à l'époque ont été contradictoires. Vous aviez, d'un côté, les ministres chargés des Affaires européennes qui, dans ce que j'appelle « l'optique quai d'Orsay » ou « l'optique politique étrangère », avaient une attitude très ouverte. Ces pays devenaient des pays avec lesquels on allait pouvoir travailler. Ils étaient libérés par rapport à l'Union soviétique et aux régimes communistes. Sans entrer dans des mesures de détails très précis, leur attitude était ouverte, favorable à l'accueil. Et puis, d'un autre côté, il y avait les ministres de l'Intérieur qui, dès le départ, ont été plus réticents. Dans leurs réunions, on avait l'impression qu'un flux terrible de migrants, y compris soviétiques, allait s'abattre sur nous. La menace prenait la forme d'Attila et des Huns débarquant des plaines de Sibérie et envahissant notre chère Europe occidentale. Ce n'était pas cohérent avec la réalité des flux observés. D'une part, vous aviez ces ministres très heureux de ce qui se passait, imprégnés de la logique de la réconciliation, de l'ouverture. Puis, de l'autre, ceux qui avaient une vision des « hordes » venant d'Asie centrale. Ils n'étaient pas du tout sur la même longueur d'onde.
Si nous n'avons pas eu les « hordes escomptées », il y a eu, c'est vrai, un appel d'air indéniable. Ces personnes originaires de Pologne, de Roumanie, etc., ont été attirées par l'Ouest. Les entre-

preneurs étaient très contents de cette main-d'œuvre qualifiée et travailleuse qui acceptait des salaires très bas. Et on a laissé de côté la protection sociale. Incontestablement, des phénomènes malsains se sont développés assez vite. Les conséquences économiques et sociales de cette ouverture étaient tout autant des causes de problèmes nouveaux et de malaises. Il fallait remettre de l'ordre là-dedans le plus vite possible.
L'optique « politique étrangère » était consciente de ces problèmes nouveaux mais en minimisait les conséquences suivant sa vision optimiste. Du point de vue de ces ministres, les différences de salaires et de niveaux de protection sociale qui généraient des déplacements de populations allaient s'estomper. L'appel d'air serait moins fort. On se basait beaucoup sur l'exemple de l'Espagne. On pensait que la logique communautaire allait réduire ces différences. Ce qui est vrai. Simplement cela prend quand même un certain temps.
J'ai quitté le Conseil de l'Europe en 1994. Depuis lors, j'ai continué à m'intéresser à ces sujets. J'ai passé dix ans au Parlement européen où ils étaient évoqués. Mais j'étais moins immergée dans ces dossiers-là que lorsque j'étais au Conseil de l'Europe.

H&M : Quels sont, selon vous, les débats les plus vifs qui ont accompagné la mise en œuvre de la libre circulation des personnes, notamment lors de la signature des accords de Schengen, et qui pourraient avoir aujourd'hui encore une résonance ? Notamment sur la question de la liberté de circulation ?

C. L. : N'étant pas une spécialiste de ces questions complexes et n'étant pas depuis plusieurs années en charge de ces dossiers, je m'y avance prudemment. Mon impression est qu'on n'a pas encore trouvé une position claire, stable et, surtout, pas de consensus. Je constate ces toutes dernières années une utilisation volontairement cynique du thème. Certains problèmes qui existent sont gonflés et présentés comme catastrophiques pour des raisons très politiciennes. Des mouvements nationalistes se nourrissent de la dramatisation de ces problèmes. Ces mouvements politiques en ont fait leur fonds de commerce. Vous avez au départ un problème qui est petit, un fait social comme il y en a des milliers, et des forces politiques qui se saisissent de ce petit problème et le gonflent. Alors, à ce stade, cela devient un problème politique très difficile à maîtriser.

H&M : Derrière ces mouvements, c'est l'identité européenne ou la construction européenne qui est remise en question.

C. L. : Dans la mesure où la construction européenne vise à faciliter le vivre-ensemble, la liberté de circulation à l'intérieur de cet espace est logique. Par ailleurs, l'esprit européen est à la réconciliation entre des peuples qui se sont battus ensemble. Là encore, la mobilité entre les uns et les autres est logique. En outre, l'esprit européen est tourné vers le reste du monde et souhaite développer des valeurs à vocation universelle. Bref, en profondeur, la construction européenne repose sur un esprit d'ouverture. Malheureusement, actuellement, nous développons un esprit de fermeture. On se recroqueville sur soi-même. C'est la même chose avec les nationalismes. Ce genre de tendance à se replier sur soi est vraiment l'inverse de l'esprit européen.

H&M : Pourtant, j'imagine qu'il y a des politiques d'éducation qui sont justement là pour préparer les jeunes générations à voir l'Europe autrement. Les efforts faits en ce domaine sont-ils suffisants ?

C. L. : Oui, il faudrait voir l'Europe autrement. Plus exactement, il faudrait revenir aujourd'hui à la vision qu'en avaient les pères fondateurs, c'est-à-dire une construction d'abord fondée sur une philosophie politique basée sur des valeurs humanistes et démocratiques. Les pères fondateurs étaient des gens qui avaient connu le nazisme, le

fascisme, le stalinisme, et qui avaient vu la barbarie totale dans laquelle ces régimes nous avaient conduits. Lorsqu'ils se réunissent au Congrès de La Haye en 1948, la première chose qu'ils décident de faire est la Convention européenne des droits de l'homme. Désormais, celle-ci a été confiée au Conseil de l'Europe à Strasbourg, c'est-à-dire à « l'Europe de Strasbourg ».
« L'Europe de Bruxelles » s'est énormément développée et les problèmes économiques sont devenus très importants. À l'époque, sous l'influence des États-Unis, du monde anglo-saxon, on parlait énormément d'économie, de business, on connaissait les succès des Trente Glorieuses. Il n'y avait pas de chômage mais, au contraire, beaucoup de croissance. La question des valeurs passa au second plan. Devenant un projet purement économique, la construction européenne se déshumanise. Au fil des années, cela a des conséquences.

H&M : Donc les mentalités ne sont pas préparées à s'imprégner de ces valeurs

C. L. : Absolument. Quand on parle de la construction européenne, y compris dans les écoles, l'Europe des valeurs est quasi absente. On parle du Parlement, de la Commission, du marché commun, de la monnaie unique, de l'euro, etc. La présentation des institutions, de même que les questions économiques et monétaires sont très importantes, mais les questions culturelles, au sens du monde des idées, du monde des valeurs restent peu abordées. Entre temps, malgré tout, l'Union européenne s'est rendu compte qu'elle avait trop sacrifié les questions démocratiques et humanistes. Elle a alors, elle aussi, à l'image de la Convention européenne des droits de l'homme, adopté la Charte des droits fondamentaux qui répond exactement à la même philosophie et qui est un très beau texte. Je dis souvent qu'on devrait afficher cette Charte dans toutes les écoles et la faire commenter par des professeurs d'instruction civique. Mais, malheureusement, ce beau texte est resté quasiment inconnu et inexploité.

H&M : S'agit-il d'un désamour ou d'une incompréhension sur la construction européenne ? Ou est-ce que l'une est liée à l'autre ?

C. L. : Les deux. La communication de l'Union européenne ne porte que sur des questions matérialistes. Mais comme le disait à juste titre Jacques Delors : « *On ne tombe pas amoureux d'un taux de TVA.* » L'économie est très importante dans la société mais elle ne fait pas appel aux sentiments ni aux valeurs profondes. Je pense à des auteurs comme Elie Barnavi qui, il y a quelques années, a publié un ouvrage que je cite souvent. Son titre, *L'Europe frigide*, est révélateur. Le message d'Elie Barnavi, qui connaît admirablement bien l'Europe, est que nous avions un projet fondé sur des valeurs que les peuples du monde entier nous envient. Et maladroitement, nous en avons fait un projet purement matérialiste. Dans ces conditions, comment voulez-vous susciter une adhésion sentimentale, affective ? Et il a raison. De même, le pape François parle souvent de l'Europe et s'adresse aux Européens. Je ne suis pas catholique, mais j'approuve absolument ses discours. En l'occurrence, il nous dit qu'on avait un projet magnifique dont on a perdu aujourd'hui la dimension spirituelle. Or on a besoin de ces valeurs et de cette dimension spirituelle. C'est pour cela que la manière dont nous abordons les migrations est compliquée justement par l'abandon de ces valeurs. Si nous respections les valeurs humanistes pleinement, je ne dis pas qu'on pourrait accueillir « toute la misère du monde » comme disait Rocard, mais la manière dont nous traiterions le problème et les personnes pourrait être meilleure. Je pense à la Chancelière d'Allemagne qui a eu raison quand elle a affirmé que le droit d'asile est un droit sacré. Le monde des valeurs, le fait d'avoir des valeurs, c'est très important. Aujourd'hui, je suis effarée de voir des gens qui, par exemple, brandissent leur christianisme et tournent le dos aux valeurs chrétiennes. Si on se réclame du christianisme, il faut quand même savoir ce qu'il y a dedans…

H&M : Cette vision de l'Europe ne découle-t-elle pas de cette idéologie libérale qui fait que c'est l'économie finalement qui organise la société ?

C. L. : En effet, l'économie et les questions matérialistes l'emportent souvent dans une optique libérale. Mais il faut savoir ce qu'on met dans le libéralisme. Vous avez du libéralisme qui insiste sur les libertés fondamentales avec des règles et des principes à respecter. De l'autre côté, vous avez le libéralisme économique et la loi de la jungle. En ce moment, malheureusement, ce qui semble dominer est cette seconde acception. La seule chose qui compte, c'est l'argent et les moyens pour se le procurer. C'est cela la loi de la jungle, c'est le plus fort qui gagne. On en a, outre-Atlantique, un bel exemple actuellement.

H&M : Vous mentionniez tout à l'heure le Conseil de l'Europe, sur ces questions de migrations internes de nouveau…

C. L. : Le Conseil de l'Europe a beaucoup travaillé sur le problème des migrations, notamment en termes de droits de l'homme. De nombreux ouvrages et colloques ont été produits sur la question. En principe, quand il y a des textes du Conseil de l'Europe, ils s'appliquent aux pays de la grande Europe et pas seulement aux pays de l'Union européenne. Mais je ne vous cacherai pas qu'actuellement le Conseil de l'Europe est confronté à des problèmes de droits de l'homme qui sont épouvantables.

H&M : La réflexion générée par ces déplacements de populations en termes de relations interculturelles, de bilinguisme, de plurilinguisme, semble un peu en panne ou dans l'impasse en France ? Reste-t-elle dynamique au Conseil de l'Europe ?

C. L. : Je ne suis plus au Conseil de l'Europe. J'ai gardé des contacts et je m'intéresse toujours à cette organisation que j'ai beaucoup aimée. Il faudrait demander des précisions à ce propos aux personnes qui sont au Conseil de l'Europe actuellement. Ce que je sais, c'est que tous les principes qui ont nourri le Conseil et que celui-ci a contribué à affiner, tels que l'interculturalité, l'acceptation de la multiculturalité, sont contestés par certains.
En France également, là encore, vous avez des mouvements politiques qui en font leur thème de combat. Pour eux, on est en France et il n'y a que la culture française qui compte. Pour ces mouvements, l'interculturalité est synonyme de mélange, et c'est dangereux. Quant au multiculturalisme, moins on en a, mieux on se porte. C'est pour cette raison que certains sont hypernationalistes et anti-européens.

H&M : Et pourtant, on voit bien en Europe, par ses mécanismes de dialogue et de fusion des cultures, que c'est de là que se fabriquent de nouvelles cultures, que l'innovation arrive.

C. L. : Les mouvements de repli prennent la forme du nationalisme et d'une politique de rejet des migrants. Vous retrouvez à chaque fois les mêmes orientations vers la fermeture, le repli sur soi et des attitudes de non-respect de l'autre. Tout ce qui introduit l'hétérogénéité semble mauvais et dangereux. Et ces attitudes de repli sont très négatives car elles aboutissement au conservatisme et freine la créativité et l'innovation.

H&M : Pouvez-vous nous présenter cette Maison de l'Europe et son fonctionnement en fédération ?

C. L. : Les Maisons de l'Europe existent dans l'ensemble des pays de l'Europe, mais de façon extrêmement différente et hétérogène. En France, elles ont souvent été créées dans le sillage du traité de Rome, au démarrage de la construction européenne. Au départ, ce sont ce

À la fenêtre du Tate Modern Museum, Londres, 2015.
© Christian Battaglia.

que j'appellerai des clubs de convaincus. Ce sont des gens qui trouvent que cette idée de construction européenne est très intéressante, qui connaissent ou admirent Jean Monnet, qui sont proches de Schuman ou des pères fondateurs de l'Europe. Pour ma part, j'ai beaucoup insisté, depuis que je préside la Maison de l'Europe de Paris, pour que notre travail privilégie le grand public et dépasse celui d'un cercle de convaincus. En réalité, comme je vous le disais, au départ, le projet européen a été porté par une petite minorité de personnalités marquantes. Le grand public était alors un peu passif. Aujourd'hui, la passivité du grand public est terriblement dangereuse. Cette absence d'information, d'implication du public est une menace mortelle pour le projet européen. Or, force est de constater que le citoyen de base manque de connaissances sur les questions européennes. Quand on ne connaît pas quelque chose, on s'en méfie. Et comme parallèlement vous avez ces forces politiques qui font leur miel de cette méfiance à l'égard de la construction européenne, tout cela finit par fragiliser l'Union européenne.

Donc, dans la Maison qui est celle-ci, la priorité est donnée aux actions d'information, d'explication auprès du grand public, dans des écoles, auprès des jeunes notamment. Nous avons malheureusement très peu de moyens. Les responsables politiques nous donnent des encouragements mais ce n'est pas à la hauteur du problème. Nous faisons tout ce que nous pouvons. Nous sommes encore perçus comme des gens sympathiques, de bonne volonté, mais on considère souvent que le vrai travail se fait au niveau de Bruxelles, dans les instances européennes, en sous-estimant la menace que constitue l'indifférence ou l'hostilité du grand public.

Je déplore que les associations comme les nôtres n'aient pas les moyens de toucher plus directement les citoyens. Il y a certainement à développer des actions sur les réseaux sociaux. Actuellement, les réseaux sociaux sont très bien utilisés par les adversaires de l'Europe. Sur ce plan, nous, les partisans de l'Europe, avons pris beaucoup de retard.

H&M : À l'occasion de la fête de l'Europe au mois de mai, et cette année autour de l'anniversaire du traité de Rome, est-ce que vous ne pensez pas qu'il peut y avoir une sorte de rebond de l'intérêt du public pour l'Europe ?

C. L. : On fête l'anniversaire du traité de Rome le 25 mars. J'espère que ce sera l'occasion de faire une présentation un peu dynamique des questions européennes. Mais je crois que cela risque d'être une commémoration de type bureaucratique. Or ce dont on a besoin c'est vraiment d'une prise de conscience « sentimentale ». Par exemple, j'ai été beaucoup plus sensible après le drame de *Charlie Hebdo* quand une foule immense s'est retrouvée place de la République. Il y avait là une prise de conscience des citoyens que des valeurs très importantes avaient été bafouées. C'est de cela dont on a besoin, c'est-à-dire d'une prise de conscience très profonde. Pour cela, on ne peut pas compter sur les routines de base. Il faut que le citoyen s'en saisisse. Les responsables peuvent y contribuer, ils ont leur rôle à jouer. Dans l'exemple que j'ai pris, ils étaient là et ont bien agi. Quand on a vu Angela Merkel et François Hollande se donner l'accolade, on a senti que ce n'était pas des gens indifférents. Ils semblaient au contraire très concernés. Ils ne semblaient pas en service commandé.

La fête de l'Europe est l'occasion de mettre l'Union européenne en scène. Je perçois la nécessité, à mon modeste niveau, d'introduire du contenu dans cette fête de l'Europe. Insister sur les valeurs, la culture, les idées, dans notre Europe occidentale qui en a profondément besoin.

H&M : Il n'y a aucun pays qui pourrait être pilote, qui pourrait organiser des actions emblématiques fortes ?

C. L. : La France devrait jouer ce rôle, mais c'est l'Allemagne qui est en avance en ce moment. La raison est assez simple. Non seulement les Allemands ont toujours eu un courant philosophique très important, mais l'Allemagne a été traumatisée par le III^{e} Reich. Les horreurs commises et vécues ont développé un sentiment de culpabilité. Depuis lors, les hommes et les femmes politiques allemands y attachent énormément d'importance. L'Allemagne s'est par exemple dotée de présidents qui généralement portent ces valeurs. Richard von Weizsäcker faisait des discours sur la démocratie et les droits de l'homme magnifiques. Récemment encore, on a reçu, à la Sorbonne à Paris, le président Joachim Gauck, connu pour être un grand humaniste. Il a fait un discours et a pris des positions également magnifiques. Il y a donc aujourd'hui encore des hommes qui sont tout à fait sur cette longueur d'onde humaniste, démocratique, philosophique. Il y a, à tous les niveaux, une réflexion permanente.

En France, nous avons aussi un passé extrêmement riche. Mais la classe politique n'a guère travaillé à ce niveau-là ces dernières années. Nous avons eu dans le passé des responsables politiques qui étaient de ce niveau-là, avec peut-être moins de sensibilité sur ces points. C'était le cas du général de Gaulle, mais son influence était plutôt nationale et patriotique. On ne peut pas dire qu'il ait vraiment exalté les valeurs européennes. Je pense aussi à Georges Pompidou qui avait une culture très grande. Il était gaulliste, avec en plus l'ouverture, la modernité. Giscard d'Estaing a été très européen, plutôt dans le domaine économique. Et puis il y a Mitterrand qui, en matière de droits de l'homme, avait des convictions très fortes. Je ne dis pas du tout que les responsables actuels sont partisans de contre-valeurs, mais ils sont beaucoup plus indifférents. Espérons que nous allons connaître un sursaut pour redonner à tous les citoyens le sens, le vrai sens, du projet européen. ▮